

MOBILITÉ : FAIRE DE L'INCLUSION UNE CONDITION NÉCESSAIRE DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE



Face à la double urgence sociale et climatique et face à la tension qui en découle, le Laboratoire de la Mobilité inclusive¹ (think tank qui, depuis sa création, soutient le développement d'une mobilité pour tous) souhaite poser l'inclusion comme condition nécessaire d'une transition réussie, et appelle les acteurs publics, économiques et associatifs à travailler ensemble à résoudre cette « tension » dans le champ de la mobilité.

Nous le savons, les transports représentent le premier secteur d'émissions de gaz à effet de serre en France et nous imposent d'agir collectivement pour transformer nos mobilités. D'autre part, une personne sur quatre déclare être contrainte dans sa mobilité². Plus isolés, avec une capacité de résilience moins importante et peu ou pas d'alternatives, les plus modestes seront les plus impactés par les mesures environnementales à venir, des mesures qui risqueraient alors d'aggraver les inégalités.

Pour éviter cette double peine, nous devons construire **des politiques et des solutions plus inclusives, pour donner accès à tous à des capacités minimales de mobilité, tout en respectant les limites de notre planète.**

La transition écologique nous propose de repenser notre système tant sur nos modes de transports que sur nos besoins de mobilité. Elle est une opportunité pour transformer l'organisation de nos territoires et aller vers une société plus sobre et plus égalitaire.

Le défi n'est pas simple, mais des leviers d'actions sont à notre portée.

La politique et les actions dans le domaine de la mobilité solidaire sont, par nature, transversales, car elles se positionnent à la croisée d'au moins quatre types de politiques : l'aménagement du territoire, le développement économique, la politique de l'emploi et de la cohésion sociale, et les politiques énergétique et environnementale. Dans la réalité du terrain, l'urgence et les contraintes financières poussent à traiter certaines situations avec des solutions symboliques, de court terme, qui ne s'attaquent pas aux causes structurelles des difficultés, qui elles, relèvent d'une vision de long terme. Construire une mobilité solidaire et durable pour tous appelle **une nouvelle approche politique** qui réponde dès à présent aux besoins du quotidien, tout en investissant dans les infrastructures qui soutiendront les solutions de demain.

Au niveau des territoires, et comme le prévoit la loi d'Orientation des mobilités, ces enjeux doivent être intégrés et partagés par les différents acteurs pour construire des plans d'action ambitieux. **Chacun des acteurs dispose d'une pièce du puzzle :** pouvoirs publics, employeurs, acteurs sociaux, opérateurs privés de mobilité et associations doivent collaborer en amont de la construction des politiques de mobilités, de la conception du schéma mobilité jusqu'à l'évaluation pour prendre en compte les besoins de tous les types de publics.

L'éducation et l'accompagnement au changement ont aussi un rôle essentiel à jouer. Pour faire évoluer la société au rythme des contraintes qui s'imposent, il est nécessaire de faire évoluer les représentations culturelles et de faciliter l'appropriation des solutions.

Le projet Inclusion/Transition mené par le LMI (études, recherches, rencontres, cycle de podcasts), se déclinera tout au long de l'année. Il a pour ambition de traiter cette question complexe et de montrer que des leviers d'actions sont à notre portée.

Les auteurs : Hubert Joseph-Antoine, président du Laboratoire de la Mobilité inclusive. Francis Demoz, délégué général du Laboratoire de la Mobilité inclusive. Thierry Adolphe, responsable Innovations Sociétales, Fondation TotalEnergies. Christine Allard, directrice de la communication RSE et des relations institutionnelles, Sanef solidaire. Daphné Chamard-Teirlinck, chargée de projets Mobilité inclusive et durable, Secours catholique. Thomas Chevillard, président Mob'In. Sandrine De-Boras, responsable Innovation, Transdev. Bruno Garancher, président, École de conduite française. Cyprien Noble, chef de projet, Croix-Rouge française. Albine Sérís, déléguée générale, Réseau Agil'ess. Pierre Taillant, ingénieur économiste, Service Transports et mobilité de l'ADEME. Charlotte Tollis, chargée de programmes nationaux, Fondation Macif.

¹ Le Laboratoire de la Mobilité inclusive (LMI) est une fondation abritée par la fondation FACE. Ses membres sont issus des sphères publiques, privées et de la société civile : ADEME, Agil'ess, Croix-Rouge française, École de conduite française, FACE, FASTT, Fondation MACIF, Fondation TotalEnergies, Malakoff Humanis, Mob'in, Sanef Solidaire, Secours catholique, Transdev. ² Source : Étude Elabe / LMI 2018 « La mobilité et l'accès des Français aux services de la vie quotidienne ». Retrouvez l'intégralité de cette tribune sur le <https://www.mobiliteinclusive.com/>.